

紛争の義務的解決に関する国際電気通信条約（千九百六十五年モントルー）の選択追加議定書

下名の全権委員は、国際電気通信条約（千九百六十五年モントルー）に署名するに際し、全権委員会（千九百六十五年モントルー）の最終文書の一部をなす紛争の義務的解決に関する次の選択追加議定書に署名した。

国際電気通信条約（千九百六十五年モントルー）のこの選択追加議定書の当事者である連合員及び準連合員は、

条約又は条約第十五条に掲げる規則の適用に関するすべての紛争を、これらの連合員及び準連合員に関するものである限り、解決のため義務的仲裁に付する希望を表明して、次のとおり協定した。

第一条

条約又は条約第十五条に掲げる規則の適用に関する紛争は、条約第二十八条に定める解決方法の一方が合意により選定されない限り、いずれか一方の当事者の請求に基づき、義務的仲裁に付する。その手続は、条約の第三附属書に定める手続とする。ただし、同附属書5の規定は、次のとおり修正する。

5 各紛争当事者は、仲裁請求通告書の受領の日から起算して三箇月の期間内に、それぞれ一の仲裁者を指定する。一方の当事者がこの期間内に仲裁者を指定しないときは、事務総局長は、他方の当事者の請求に基づき、3及び4の規定に従ってこの指定を行なう。

PROTOCOL ADDITIONNEL FACULTATIF

à la

Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965)

Règlement obligatoire des différends

Au moment de procéder à la signature de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965), les plénipotentiaires soussignés ont signé le Protocole additionnel facultatif suivant relatif au règlement obligatoire des différends et faisant partie des Actes finals de la Conférence de plénipotentiaires (Montreux, 1965).

Les Membres et les Membres associés de l'Union, parties au présent Protocole additionnel facultatif à la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965),

exprimant le désir de recourir, pour ce qui les concerne, à l'arbitrage obligatoire pour la solution de tous différends relatifs à l'application de la Convention ou des Règlements prévus à l'article 15 de celle-ci,

sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER

A moins qu'un des modes de règlement énumérés à l'article 28 de la Convention n'ait été choisi d'un commun accord, les différends relatifs à l'application de la Convention ou des Règlements prévus à l'article 15 de celle-ci sont, à la demande d'une des parties, soumis à un arbitrage obligatoire. La procédure est celle de l'Annexe 3 à la Convention, dont le paragraphe 5 est modifié comme suit :

* 5. Dans le délai de trois mois à compter de la date de réception de la notification de la demande d'arbitrage, chacune des deux parties en cause désigne un arbitre. Si, à l'échéance de ce délai, l'une des parties n'a pas désigné son arbitre, cette désignation est faite, à la demande de l'autre partie, par le secrétaire général qui procède conformément aux dispositions des paragraphes 3 et 4 de l'Annexe 3 à la Convention. »

批准及び加入

第二章

この議定書は、条約に署名する連合員及び準連合員による署名のため開放しておく。この議定書は、条約について定める手続に従つて批准されるものとする。この議定書は、連合員又は準連合員となる国による加入のため開放しておく。

第三章

この議定書は、条約の効力発生の日又は二番目の批准書若しくは加入書の寄託の日から三十日目の日のいずれかおそい日に効力を生ずる。

この議定書が効力を生じた後にこれを批准し、又はこれに加入する連合員又は準連合員については、この議定書は、批准書又は加入書の寄託の後三十日目の日に効力を生ずる。

第四章

事務総局長は、すべての連合員及び準連合員に次の事項を通報する。

- a) この議定書の署名及び批准書又は加入書の寄託
- b) この議定書が効力を生ずる日

以上の証拠として、各全権委員は、英語、中国語、スヘイン語、フランス語及びロシア語により本書一通を作成してこの議定書に署名した。紛議がある場合には、フランス語の本文に於けるこの原本は、国際電気通信連合に寄託保存する。国際電気通信連合は、その謄本一通を各署名国に交付する。

千九百六十五年十一月十二日にモントルーで作成した。

ARTICLE 2

Le présent Protocole sera ouvert à la signature des Membres et Membres associés qui signeront la Convention. Il sera ratifié selon la procédure prévue pour la Convention et restera ouvert à l'adhésion des Etats qui deviendront Membres ou Membres associés de l'Union.

ARTICLE 3

Le présent Protocole entrera en vigueur le même jour que la Convention, ou le trentième jour suivant la date de dépôt du second instrument de ratification ou d'adhésion mais au plus tôt lors de l'entrée en vigueur de la Convention.

Pour chaque Membre ou Membre associé qui ratifiera le présent Protocole ou y adhèrera après son entrée en vigueur, ce Protocole entrera en vigueur le trentième jour après le dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion.

ARTICLE 4

Le secrétaire général notifiera à tous les Membres et Membres associés :

- a) les signatures apposées au présent Protocole et le dépôt des instruments de ratification ou d'adhésion ;
- b) la date à laquelle le présent Protocole entrera en vigueur.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Protocole en un exemplaire dans chacune des langues anglaise, chinoise, espagnole, française et russe, le texte français faisant foi en cas de contestation ; cet exemplaire restera déposé aux archives de l'Union internationale des télécommunications, laquelle en remettra une copie à chacun des pays signataires.

Fait à Montreux, le 12 novembre 1965.

末文

事務総局長による措置振り通報

効力発生

アフガニスタンのために

M・A・グラシ

S・N・アラウイ

オーストラリア連邦のために

C・J・グリフィス

R・E・バトラ

オーストリアのために

B・シェギンガー

K・ヴァウラ

A・サビク

ベルギーのために

M・C・E・D・ランビオット

R・ロツシルド

ビルマ連邦のために

ミン・ルイン

ベ・タン

ボリヴィアのために

M・C・セハス・シエラ

ブラジルのために

E・マシャード・デ・アシイス

D・S・フレイラ

C・ゴメス・デ・パロス

J・A・マルケス

H・ドラド

カナダのために

F・G・ニコソン

中央アフリカ共和国のために

E・ヌゼング

L・A・モジアロ

POUR L'AFGHANISTAN :

M. A. GRASSI
S. N. ALAMI

POUR LE COMMONWEALTH DE L'AustralIE :

C. J. GRIFFITHS
R. E. BUTLER

POUR L'AUTRICHE :

B. SCHÖNGER
K. VAURA
A. SÄBKE

POUR LA BELGIQUE :

M. C. E. D. LANBIELOTTE
R. ROTSCHELD

POUR L'UNION DE BIRMANIE :

MIN TAN
PE TAN

POUR LA BOLIVIE :

M. C. SEBAS SIERRA

POUR LE BRÉSIL :

E. MACHADO DE ASSIS
D. S. FREYRE
C. GOMES DE BARROS
J. A. MARQUES
H. DOMINGO

POUR LE CANADA :

F. G. NIXON

POUR LA RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE :

E. N'ZENGU
L. A. MOZIARO

サイプラス共和国のために

R・ミハイリデイス

A・E・エムベドクリス

グアチカソ市国のために

A・ステファニツツイ

P・V・ジュディチ

コンゴ民主共和国のために

J・ムルンバ

B・カロンジ

F・ツンバ

A・マサンバ

M・G・ムベラ

コンゴ共和国（ブラザヴィル）のために

M・ヌチバ

J・バリマ

R・リゼト

大韓民国のために

I・Y・チュンギ

C・W・バク

コスタリカのために

C・デイ・モトラ・パレストラ

M・バグリ

象牙海岸共和国のために

S・シソコ

T・コンデ

B・サカノコ

フランスの海外郵便電気通信庁によつて代表される地域全体のために

E・スキナズィ

M・シャブロン

J・L・A・コンスタンタン

POUR LA REPUBLIQUE DE CHYPRE :

R. MICHAELIDES

A.E. EMBROUKIS

POUR L'ETAT DE LA CITE DU VATICAN :

A. STEPHANIZZI

P.Y. GUDICI

POUR LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO :

J. MUPIPA

B. KALANZI

P. TUMBA

A. MASABA

M.G. N'BEKA

POUR LA REPUBLIQUE DU CONGO (BRAZZAVILLE) :

M. N'TSIRA

J. BALIKI

R. NIZZI

POUR LA REPUBLIQUE DE COREE :

I.Y. CHUNG

C.W. BAK

POUR COSTA RICA :

C. DI MONTOLA BALESTRA

M. BAGUI

POUR LA REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE :

S. CISSOMO

T. KONDE

B. SAKANOGO

POUR L'ENSEMBLE DES TERRITOIRES REPRESENTES PAR
L'OFFICE FRANCAIS DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS
D'OUTRE-MER :

E. STIMAT

M. CHAPROT

J.L.A. CONSTANTIN

G・オスヴ

フィンランドのために

O・J・サロイラ

T・A・フオランネ

ガボン共和国のために

E・メフアス

J・A・アンギレイ

ガーナのために

J・A・プロベイ

ギリシャのために

A・マラングーダキス

D・パカレキシス

グアテマラのために

F・ビエーラ・ヒメネス

ハイチ共和国のために

J・D・バギデー

日本国のために

高山一郎

高島益郎

板野 学

リヒテンシュタイン公国のために

A・ヒルベ

ルクセンブルグのために

E・ラウス

J・B・ウオルフ

マダガスカル共和国のために

C・ラマニトラ

R・ラヴェロマナンチョアトラチミハ

J・ショヴィクール

G. ARNEVEUX

POUR LA FINLANDE :

O. J. SALOILA

T. A. FOULANNE

POUR LA REPUBLIQUE GABONAISE :

E. MEHOUAS

J. A. PROBEY

POUR LE GHANA :

J. A. PROBEY

POUR LA GRECE :

A. MARANGOUKIS

D. PAKALEXIS

POUR LE GUATEMALA :

F. VIELLA HERNANDEZ

POUR LA REPUBLIQUE D'HAITI :

J. D. BAGIDEY

POUR LE JAPON :

T. TAKASAKI

K. TAKASHIMA

K. ITANO

POUR LA PRINCIPALITE DE LIECHTENSTEIN :

A. HILBE

POUR LE LUXEMBOURG :

E. LAUS

J. B. WOLFF

POUR LA REPUBLIQUE MALGACHE :

C. RAMANTRA

R. LAVELONANANTSOA RANJIMBA

J. CHAVITZIAN

一九六五年の国際電気通信条約及び紛争解決議定書

マルタのために

I・クセレブ

A・バーバラ

J・V・ガレア

モリタニア回教共和国のために

M・ヌディアイモ

メキシコのために

C・スニエス・A

L・バラハス・G

モナコのために

C・C・ソラミト

A・Y・バスロン

モンゴル人民共和国のために

D・ゴトフ

S・ガンドルジ

L・ナツァグドルジ

ニカラグアのために

A・A・ムリャウプト

パナマのために

J・A・タック

パラグアイのために

S・グアネス

M・フェレイラ・ファルコン

オランダ王国のために

G・H・バスト

フィリピン共和国のために

V・A・ハシス

A・G・ガンボア

P・F・マルティネス

R・D・タンデインガン

POUR MALTE :

I. XERGA

A. BERRA

J.V. GALEA

POUR LA REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE :

M. N'DIAYE

POUR LE MEXIQUE :

C. SUNEZ A.

L. BARRAS G.

POUR MONACO :

C.C. SOLAMITO

A.Y. BASSIRON

POUR LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE MONGOLIE :

D. GOTOV

S. GANDOLJ

L. NATCHAGOLJ

POUR LE NICARAGUA :

A.A. MURIAUT

POUR LE PANAMA :

J.A. TACK

POUR LE PARAGUAY :

S. GUANES

M. FERREIRA FALCON

POUR LE ROYAUME DES PAYS-BAS :

G.H. BAST

POUR LA REPUBLIQUE DES PHILIPPINES :

V.A. PACIS

A.G. GAMBOA, JR.

P.F. MARTINEZ

R.D. TANDINGAN

一九六五年の国際電気通信条約及び紛争解決議定書

グレート・ブリテン及び北部アイルランド連合王国のために

W・A・ウルヴァスン
H・G・リククラップ
C・E・ローヴェル
P・W・F・フライヤー
H・C・グリーンウッド
ルワンダ共和国のために
Z・ハビヤンベル
L・シボマナ
セネガル共和国のために
I・ヌデアイエ
M・ルーレ
L・ディア
スイス連邦のために
G・A・ヴェットシュタイン
A・ランゲンベルガー
F・ロツシェ
R・リュツチ
G・ビニツクス
チャード共和国のために
M・ヌガルニム
G・ゴイ
グレート・ブリテン及び北部アイルランド連合王国政府が国際関係进行处理する海外領土のために
A・H・シェフィールド
D・シンパー
タイのために
S・ブンヤラタバン
S・スカネート
C・ワチャラバイ

POUR LE ROYAUME-UNI DE LA GRANDE-BRETAGNE
ET DE L'IRLANDE DU NORD :

W.A. ULVASTON
H.G. RICKRAPP
C.E. LOWELL
P.W.F. FRYER
H.C. GREENWOOD

POUR LA REPUBLIQUE RWANDAISE :

Z. HABYARIMANA
L. SHOMANA

POUR LA REPUBLIQUE DU SENEGAL :

I. NDIAYE
M. ROULET
L. DIA

POUR LA CONFEDERATION SUISSE :

G.A. WETTERLIN
A. LANGENBERGER
F. LUTHER
R. RUTSCH
G. BÜTCH

POUR LA REPUBLIQUE DU TCHAD :

M. NGARIN
G. GOY

POUR LES TERRITOIRES D'OUTRE-MER SONT LES RELATIONS
INTERNATIONALES SONT REPRÉSENTÉES PAR LE GOUVERNEMENT DU
ROYAUME-UNI DE LA GRANDE-BRETAGNE ET DE L'IRLANDE DU
NORD :

A.H. SHEPHERD
D. SIMPER

POUR LA THAILANDE :

S. PONGPATANARAT
S. SUKARNET
C. VADAKERNIA

D・チャールトン

トーゴ共和国のために

A・エリナール

トリニダード・トバゴのために

W・A・ローズ

T・A・ウィルソン

ザンビア共和国のために

L・チャンダフ

D. CHANDAPU

POUR LA REPUBLIQUE TOGOLAISE :

A. AIRMARD

POUR TRINITE ET TOBAGO :

W.A. ROSE

T.A. WILSON

POUR LA REPUBLIQUE DE ZAMBIE :

L. CHANDAPU

OPTIONAL ADDITIONAL PROTOCOL

to the

International Telecommunication Convention (Montreux, 1965)

Compulsory Settlement of Disputes

At the time of signing the International Telecommunication Convention (Montreux, 1965), the undersigned plenipotentiaries have also signed the following Optional Additional Protocol on the Compulsory Settlement of Disputes, which forms part of the Final Acts of the Plenipotentiary Conference (Montreux, 1965).

The Members and Associate Members of the Union, parties to this Optional Protocol to the International Telecommunication Convention (Montreux, 1965),

expressing the desire to resort to compulsory arbitration, so far as they are concerned, for the settlement of any disputes concerning the application of the Convention or of the Regulations mentioned in Article 15 thereof, have agreed upon the following provisions:

ARTICLE 1

Unless one of the methods of settlement listed in Article 28 of the Convention has been chosen by common agreement, disputes concerning the application of the Convention or of the Regulations mentioned in Article 15 thereof shall, at the request of one of the parties to the dispute, be submitted for compulsory arbitration. The procedure to be followed is laid down in Annex 3 to the Convention, paragraph 5 of which shall be amplified as follows:

5. Within three months from the date of receipt of the notification of the submission of the dispute to arbitration, each of the two parties to the dispute shall appoint an arbitrator. If one of the parties has not appointed an arbitrator within this time-limit, this appointment shall be made, at the request of the other party, by the Secretary-General who shall act in accordance with paragraphs 3 and 4 of Annex 3 to the Convention."

ARTICLE 2

This Protocol shall be open to signature by the Members and Associate Members which sign the Convention. It shall be ratified in accordance with the procedure laid down for the Convention and any States which become Members or Associate Members of the Union may accede to it.

ARTICLE 3

This Protocol shall come into force on the same day as the Convention, or on the thirtieth day after the day on which the second instrument of ratification or accession is deposited, but not earlier than the date upon which the Convention comes into force.

With respect to each Member or Associate Member which ratifies this Protocol or accedes to it after its entry into force, the Protocol shall come into force on the thirtieth day after the day on which the instrument of ratification or accession is deposited.

ARTICLE 4

The Secretary-General shall notify all Members and Associate Members:

- a) of the signatures appended to this Protocol and of the deposit of instruments of ratification or accession;
- b) of the date on which this Protocol shall come into force.

In witness whereof the respective plenipotentiaries have signed this Protocol in each of the Chinese, English, French, Russian and Spanish languages, in a single copy in which, in case of dispute, the French text shall be authentic, and which shall remain deposited in the archives of the

International Telecommunication Union, which shall forward a copy to each of the signatory countries.

Done at Montreux, 12 November 1965.

POUR L'AFGHANISTAN :

M. A. GRAY
S. N. ALAMI

POUR LE COMMONWEALTH DE L'AUSTRALIE :

G. J. GRIPPINS
R. E. BUTLER

POUR L'AUTRICHE :

B. SCHMIDNER
K. VAVRA
A. SAPER

POUR LA BELGIQUE :

M. C. D. TAMBLOTTES
R. ROTHSCHILD

POUR L'UNION DE BRITANNIE :

M. LAR
DE THAM

POUR LA BOLIVIE :

Sra. M. C. SEMS SIERRA

POUR LE BRÉSIL :

E. MAGALDO DE ASSIS
D. S. PEREIRA
C. GONCALVES BARROS
J. A. MARQUES
H. DOURADO

POUR LE CANADA :

P. O. NIXON

POUR LA REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE :

E. N'ZANGOU
L. A. MOZILLO

POUR LA REPUBLIQUE DE CHYPRE :

R. MICHAELIDES
A. E. EPIDOKKIS

POUR L'ETAT DE LA CITE DU VATICAN :

A. STEPINIZZI
P. V. GIUDICI

POUR LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO :

J. MOUNGA
B. KILONZI
P. THUMA
A. MASAHA
M. G. M. BELA

POUR LA REPUBLIQUE DU CONGO (BRAZZAVILLE) :

M. N'GIEHA
J. BALDA
R. RIZET

POUR LA REPUBLIQUE DE CORÉE :

I. Y. CHANG
C. K. PARK

POUR COSTA RICA :

C. DI KOTIOA BALESTRA
M. BAGLI

POUR LA REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE :

S. CISSOMO
T. KODE
B. SANANKO

POUR L'ENSEMBLE DES TERRITOIRES REPRESENTES PAR
L'OFFICE FRANCAIS DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS
D'OUTRE-MER :

E. SKIMZI
M. CHAPRON
J. L. A. CONSTANTIN
G. AMBRYEN

POUR LA FINLANDE :

O. J. SALOLA
T. A. POLANNE

POUR LA REPUBLIQUE GABONAISE :

E. MEYNE
J. A. ANGLIER

POUR LE GHANA :

J. A. BROHBY

POUR LA GRECE :

A. MARANDAKIS
D. VAKALEXIS

POUR LE GUATEMALA :

F. VILLELA JIMENEZ

POUR LA REPUBLIQUE D'HAÏTI :

J. D. MAUDRY

POUR LE JAPON :

I. HATAKEYAMA
M. TAKASHIMA
M. ITANO

POUR LA PRINCIPAUTE DE LIECHTENSTEIN :

A. HILSE

POUR LE LUXEMBOURG :

E. HAUS
J. B. WOLFF

POUR LA REPUBLIQUE MALGACHE :

C. RAMANTRA
R. RAVELOMANTSOA-RATSIMILAH
J. CHAVICOURT

POUR MALTE :

I. XIERRA
M. BARBERA
J. Y. GALEA

POUR LA REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE :

M. N'DIATE

POUR LE MEXIQUE :

C. MIREZ A.
L. BERNALIS G.

POUR MONACO :

C. C. SOLAMITO
A. Y. PASSENIER

POUR LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE MONGOLIE :

D. GOVOY
S. GANDOUR
L. NATSAGDORJE

POUR LE NICARAGUA :

A. A. WILDMUTH

POUR LE PANAMA :

J. A. DICK

POUR LE PARAGUAY :

S. GUINER
M. TERREIRA YALCON

POUR LE ROYAUME DES PAYS-BAS :

G. H. BAET

POUR LA REPUBLIQUE DES PHILIPPINES :

V.A. PACIS
A.O. GAMBOA, Jr.
P.F. MARTINEZ
R.D. TANDOGAN

POUR LE ROYAUME-UNI DE LA GRANDE-BRETAGNE
ET DE L'IRLANDE DU NORD :

M.A. MOYSESON
H.G. LILLICAP
C.R. DAVIEL
P.M. FRIER
H.C. GREENWOOD

POUR LA REPUBLIQUE RWANDAISE :

Z. HABITAMBERE
I. SHIMANA

POUR LA REPUBLIQUE DU SENEGAL :

I. N'DIAYE
M. ROULET
L. DIA

POUR LA CONFEDERATION SUISSE :

G.A. WEITSTEIN
A. LANGEBERGER
F. LOESER
R. RUTSCAL
O. BUTTEL

POUR LA REPUBLIQUE DU TCHAD :

M. MAIRANI
G. COX

POUR LES TERRITOIRES D'OUTRE-MER POUR LES RELATIONS
INTERNATIONALES SONT ASSUREES PAR LE GOUVERNEMENT DU
ROYAUME-UNI DE LA GRANDE-BRETAGNE ET DE L'IRLANDE DU
NORD :

A.H. SHEPFIELD
D. STREIN

POUR LA THAILANDE :

S. PONGPATITANDOU
S. SURANETRA
C. VAIJABUVA
D. CHAKRAPHOL

POUR LA REPUBLIQUE TOGOLAISE :

A. AITINAND

POUR TRINITE ET TOBAGO :

M.A. ROSE
T.A. WILSON

POUR LA REPUBLIQUE DE ZAMBIE :

L. CHANGOFU

(参考)

この条約は、国際連合の専門機関の一つである国際電気通信連合(ITU)の基本文書であつて、連合の機構、業務について定めているほか、国際電気通信業務の運用に関する基本事項について規定している。通常五、六年ごとに旧条約に代わる新条約締結の形式で改正されることになっており、一九六五年スイスのモントルーで開催された全権委員会議で一九五九年のジュネーヴ条約を約一割程度改正した新条約として作成されたものである。

また、同会議において、条約当事国間の紛争の解決を円滑にするため、紛争の義務的解決に関する選択追加議定書が作成された。